

**Charles T. CALL et Vanessa WYETH (dir.), *Building States to Build Peace*, 2008, Boulder, CO, Lynne Rienner, 438 p.**

Alexandra Tardif-Villeneuve

Volume 40, numéro 3, 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038104ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038104ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tardif-Villeneuve, A. (2009). Compte rendu de [Charles T. CALL et Vanessa WYETH (dir.), *Building States to Build Peace*, 2008, Boulder, CO, Lynne Rienner, 438 p.] *Études internationales*, 40(3), 470–472. <https://doi.org/10.7202/038104ar>

s'intéresse aux acteurs dans le domaine du développement.

La complexité des situations et de leurs causes mène à la complexité des solutions. Les auteurs soulignent constamment la nécessité d'une meilleure coordination de toutes les actions dans divers domaines touchant à la sécurité, au maintien de la paix, au développement, au respect des droits humains et autres. Sous cet angle, la spécialisation, le renfermement et la défense exagérée des domaines respectifs de compétence des différents organismes des Nations Unies sont particulièrement critiquables selon Slaughter et Crisp ainsi que Betts, comme d'ailleurs la concurrence entre les divers acteurs du domaine humanitaire, comme le souligne Ferris. Ces critiques sont bien résumées dans la contribution finale de Loescher et Milner, qui établissent une base très claire et détaillée pour la recherche des solutions dans chaque situation concrète en tenant compte des objectifs à court, à moyen et à long terme aussi bien que des divers aspects en jeu : paix et sécurité, développement, aide et assistance humanitaire.

En somme, l'ouvrage présente un bon aperçu de ce sujet souvent oublié et mal-aimé, un bon point de départ pour chaque personne engagée dans ce domaine, soit sur le terrain, soit dans le monde de la recherche.

Ekaterina YAHYAOUÏ KRIVENKO

Centre d'études et de recherches  
internationales (CERIUM)  
Université de Montréal

## ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

### Building States to Build Peace

Charles T. CALL et Vanessa WYETH  
(dir.), 2008, Boulder, CO, Lynne  
Rienner, 438 p.

Les pirates somaliens, l'interminable conflit israélo-palestinien, les récentes opérations effectuées en Afghanistan et en Irak ne sont que quelques exemples des conflits auxquels la communauté internationale doit faire face. Ces conflits en apparence si différents ont en commun un même questionnement sur le rôle et la place de l'État. De fait, le *statebuilding* est revenu à l'ordre du jour et la littérature sur le sujet prolifère. Ce concept a été associé très tôt à la prémisse suivante : les conflits prennent naissance ou sont favorisés par l'absence ou la faiblesse étatique. Ce raisonnement a ouvert la voie à une importante littérature prônant le *statebuilding* et servant à justifier des interventions comme celles qui sont menées en Irak ou en Afghanistan. Or, cette relation causale entre la consolidation de la paix et le *statebuilding* est désormais remise en question. Faut-il bâtir des États afin de bâtir la paix ? Voilà l'importante question à laquelle tente de répondre l'ouvrage sous la direction de Charles T. Call et de Vanessa Wyeth.

Divisé en deux parties complémentaires, cet ouvrage propose une synthèse des connaissances théoriques et empiriques acquises ces dernières années dans le domaine du *statebuilding*. La première section, plus théorique et contextuelle, est construite selon quatre éléments principaux du *statebuilding* : la sécurité, la légitimité, les politiques en matière de finances publiques et d'économie, de même que la justice et

l'État de droit. Loin de prôner un modèle unique, les auteurs insistent sur les éléments contextuels propres à chaque situation. Néanmoins, les diverses expériences de *statebuilding* tendent à démontrer que ces quatre fonctions sont essentielles à la viabilité de l'État dans des sociétés déchirées par la guerre.

La deuxième partie est consacrée à six études de cas (Somalie, Palestine, Bosnie et Herzégovine, Timor-Oriental, Afghanistan et Liberia) analysées en fonction de la relation entre les processus de paix vécus par ces différents pays et l'évolution de leurs États et de leurs institutions. Choieses selon trois éléments précis (expérience de guerre civile, problématique concernant la place et le rôle de l'État, rôle majeur joué par des acteurs internationaux), ces études de cas tentent de répondre aux interrogations suivantes : « Est-ce que le *statebuilding* a contribué à l'établissement de la paix ? Est-ce que la consolidation de la paix a favorisé l'établissement d'un État ? Quelles leçons peuvent être tirées de ces expériences ? »

Les exemples de la Somalie, de la Palestine et de la Bosnie et Herzégovine ont été sélectionnés parce qu'ils défient les notions traditionnelles de l'État internationalement reconnu. Cependant, le chapitre sur la Somalie se révèle particulièrement intéressant. La spécificité de l'exemple somalien réside non seulement dans le fait que le pays soit, depuis 1991, sans gouvernement central fonctionnel malgré de multiples initiatives de la communauté internationale, mais surtout dans le fait que la Somalie se soit adaptée à l'absence prolongée d'un État central. Les nombreux échecs de *statebuilding*, l'apparition de systèmes informels de gouvernance ainsi que la diminution progressive de l'anarchie en

Somalie font en sorte que l'auteur de ce chapitre, Kenneth Menkhaus, croit plus en la faisabilité et en la durabilité de ces systèmes informels qu'au processus de *statebuilding* traditionnel. Ce pays apparaît donc comme un contre-exemple de l'idée préconçue précédemment évoquée selon laquelle un État central fort est le modèle qui garantit la paix et la stabilité.

Se démarquant d'une tendance actuelle de simplification à outrance, les auteurs n'essaient pas d'homogénéiser les cas afin d'offrir une « recette » de *statebuilding*. Ils démontrent plutôt qu'au-delà des quatre éléments essentiels au *statebuilding* il n'existe aucun modèle unique pouvant être appliqué et que toute tentative de reconstruction ou de construction d'un État doit être modulée selon le contexte historique, culturel, politique et social du pays. Loin de considérer le *statebuilding* comme une solution *sine qua non* de la paix, les auteurs reconnaissent toutefois qu'un État minimalement efficace et légitime est essentiel afin d'obtenir une paix durable. Cependant, il ne faut pas oublier que le fait de bâtir des États ne conduit pas directement et sans heurt à la paix. Le *statebuilding* et la consolidation de la paix sont des processus complexes et souvent contradictoires.

Cet ouvrage offre donc une réflexion en profondeur, tant théorique qu'empirique, sur le *statebuilding* et sur son importance dans le contexte de l'établissement d'une paix durable. Malgré une vision plutôt pessimiste des actions internationales menées jusqu'à ce jour dans le domaine du *statebuilding*, tous les auteurs s'entendent pour dire qu'il existe d'innombrables possibilités d'action pour les acteurs internationaux afin de contribuer à la paix et à la

sécurité internationales. Ce livre intéressera certainement les chercheurs et les citoyens désireux de mieux comprendre les conflits qui déchirent de nombreuses sociétés contemporaines ainsi que de trouver des solutions pour l'établissement d'une paix durable.

Alexandra TARDIF-VILLENEUVE

*Programme Paix et sécurité internationales  
HEI, Université Laval, Québec*

**Democratic Control  
of Intelligence Services.  
Containing Rogue Elephants**

*Hans BORN et Marina CAPARINI (dir.),  
2007, Aldershot, Ashgate, 303 p.*

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, une pléthore d'ouvrages, d'articles et d'analyses journalistiques ont fait du renseignement leur objet d'enquête. Dans un contexte global marqué par une politique de la peur et par une surenchère de préoccupations sécuritaires et de mesures prises au nom de la lutte contre le terrorisme, des questions cruciales concernant une imputabilité démocratique ont néanmoins été posées sur les dispositifs de contrôle et de supervision des agences du renseignement dans plusieurs États. L'ouvrage collectif dirigé par Hans Born et Marina Caparini entreprend justement de poser de front la question du contrôle et de l'imputabilité démocratiques des services du renseignement en procédant à une analyse comparative basée sur plusieurs études de cas provenant de contextes régionaux et politiques diversifiés, allant de gouvernements au passé autoritaire en Europe centrale et de l'Est à des régimes parlementaires en Occident.

On sera peu surpris de constater que l'ensemble des auteurs du livre jugent l'activité de renseignement cruciale et

essentielle. On s'intéressera sans doute davantage à la préoccupation commune qui les anime et les inquiète, à savoir leur constat de la quasi-absence d'imputabilité démocratique dans laquelle les services du renseignement du monde évoluent. Reconnaisant d'emblée que la polarisation et la politisation des activités de renseignement sont ce qui menace le plus l'état des démocraties – plus que les menaces réelles et imaginées dont les services de renseignement ont besoin pour fonctionner, qui sont leur *raison d'être* et qui représentent ni plus ni moins « leur pain et leur beurre » –, les chapitres qu'ont rassemblés Born et Caparini évaluent les défis à relever pour en arriver à une meilleure coordination et à une plus grande supervision indépendante des agences. Ils procèdent à une comparaison internationale de l'état des services du renseignement en fonction de leur imputabilité démocratique et notamment de leur réussite ou échec d'en arriver à établir un équilibre entre les besoins de protection des libertés civiles et les impératifs de sécurité nationale.

Ce livre contient d'excellentes études de cas sur les réformes des systèmes en Europe centrale et de l'Est et en Occident, notamment celle d'Ian Leigh sur les systèmes de renseignement et de sécurité britanniques en lien avec la guerre en Irak, ou encore les analyses de David Banisar et de Laszlo Majtényi sur la protection des données et les mesures de protection du public contre les prérogatives de la sécurité nationale en ce qui concerne le libre accès à l'information dans les cas états-uniens et hongrois. La conclusion de l'ouvrage tire des leçons des expériences de réformes décrites et analysées dans les chapitres. Ses auteurs, Hans Born et Fairlie Jensen,